Demande de décision préjudicielle présentée par le Tribunal Superior de Justicia de Canarias (Espagne) le 2 mars 2018 — Unión Insular de CC.OO. de Lanzarote/Swissport Spain Aviation Services S.L.

(Affaire C-167/18)

(2018/C 211/13)

Langue de procédure: l'espagnol

Jurisdiction de renvoi

Tribunal Superior de Justicia de Canarias

Parties dans la procédure au principal

Partie requérante: Unión Insular de CC.OO. de Lanzarote

Partie défenderesse: Swissport Spain Aviation Services S.L.

Questions préjudicielles

- 1) L'article 1^{er}, paragraphe 1, de la directive 2001/23 ⁽¹⁾ du Conseil, du 12 mars 2001, concernant le rapprochement des législations des États membres relatives au maintien des droits des travailleurs en cas de transfert d'entreprises, d'établissements ou de parties d'entreprises ou d'établissements s'applique-t-il lorsqu'une entreprise cesse d'être adjudicataire des services fournis à un client en raison de la résiliation du contrat de prestation de services dans une activité qui repose essentiellement sur la main-d'œuvre (nettoyage) et que la nouvelle entreprise contractante prend en charge une partie essentielle du personnel assigné à la prestation de ce service, alors que cette subrogation dans les contrats de travail intervient en vertu des dispositions de la convention collective du secteur du nettoyage?
- 2) L'interprétation du Tribunal Supremo (Espagne) selon laquelle, en cas de transfert de personnel en vertu de la convention collective, il n'y a pas de transfert d'entreprise, puisque la condition liée au caractère volontaire du transfert n'est pas remplie et que, par conséquent, la directive 2001/23 ne trouve pas à s'appliquer, est-elle conforme à ladite directive telle qu'interprétée par la Cour?
- 3) Est-il possible de considérer que, conformément aux dispositions de la directive 2001/23, lorsque, dans le cas d'entreprises de services, la convention collective du secteur impose une obligation de reprise du personnel, il s'agit d'une succession d'entreprise et donc d'un transfert d'entreprise au sens de ladite directive?
- 4) En cas de réponse affirmative aux trois questions précédentes, l'article 14 de la convention collective du nettoyage de bâtiments et de locaux de la province de Las Palmas prévoyant que, en cas de reprise du personnel en vertu de la convention collective, les travailleurs transférés ne conservent pas les droits et obligations qu'ils avaient dans l'entreprise cédante et les conditions de travail convenues par la convention collective, est-il conforme à l'article 3 de la directive 2001/23?

⁽¹⁾ JO 2001 L 82, p. 16

Demande de décision préjudicielle présentée par le Tribunal Supremo (Espagne) le 7 mars 2018 — Club de Variedades Vegetales Protegidas/Adolfo Juan Martínez Sanchís

(Affaire C-176/18)

(2018/C 211/14)

Langue de procédure: l'espagnol

Jurisdiction de renvoi

Tribunal Supremo

Parties dans la procédure au principal

Partie requérante: Club de Variedades Vegetales Protegidas

Partie défenderesse: Adolfo Juan Martínez Sanchís

Questions préjudicielles

- 1) Lorsqu'un agriculteur a acheté en pépinière (établissement appartenant à un tiers) des plants d'une variété végétale et qu'il les a plantés avant que l'octroi de la protection de cette variété ne produise ses effets, faut-il, pour que l'activité réalisée ensuite par l'agriculteur, consistant à effectuer les récoltes successives des arbres, soit concernée par le *ius prohibendi* visé à l'article 13, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 2100/94 ⁽¹⁾, que les conditions posées par le paragraphe 3 de cet article soient remplies au motif qu'il s'agit de «matériel de récolte»? Ou doit-on considérer que cette activité de récolte constitue un acte de production ou de reproduction de la variété donnant naissance au «matériel de récolte», dont l'interdiction par le titulaire de la variété végétale ne requiert pas le respect des conditions du paragraphe 3?
- 2) Une interprétation selon laquelle le système de protection en cascade concerne tous les actes visés au paragraphe 2 portant sur le «matériel de récolte», y compris la récolte elle-même, ou uniquement les actes postérieurs à la production de ce matériel de récolte, comme ce serait le cas de la détention et de sa commercialisation, est-elle conforme à l'article 13, paragraphe 3, du règlement (CE) n° 2100/94?
- 3) Dans le cadre de l'application au «matériel de récolte» du système d'extension de la protection en cascade prévue par l'article 13, paragraphe 3, du règlement (CE) n° 2100/94, faut-il, pour que la première condition soit remplie, que l'achat des plants ait été effectué après que le titulaire a obtenu la protection communautaire de la variété végétale, ou suffirait-il qu'il ait bénéficié, à cette date, d'une protection provisoire, l'achat ayant eu lieu pendant la période comprise entre la publication de la demande de protection et le début des effets de l'octroi de la protection de la variété végétale?

⁽¹⁾ Règlement (CE) n° 2100/94 du Conseil, du 27 juillet 1994, instituant un régime de protection communautaire des obtentions végétales (JO 1994 L 227, p. 1).

Demande de décision préjudicielle présentée par le Juzgado de lo Contencioso-Administrativo de Madrid (Espagne) le 7 mars 2018 — Almudena Baldonado Martín/Municipalité de Madrid

(Affaire C-177/18)

(2018/C 211/15)

Langue de procédure: l'espagnol

Juridiction de renvoi

Juzgado de lo Contencioso-Administrativo de Madrid (Espagne)

Parties dans la procédure au principal

Partie requérante: Almudena Baldonado Martín

Partie défenderesse: Municipalité de Madrid

Questions préjudicielles

- 1) Est-il correct d'interpréter la clause 4 de l'accord-cadre [CES, UNICE et CEEP sur le travail à durée déterminée annexé à la directive 1999/70/CE] en ce sens qu'une situation telle que celle décrite [en l'espèce], dans laquelle l'agent non titulaire accomplit le même travail que le fonctionnaire (lequel ne bénéficie pas d'un droit à indemnité [pour cessation de fonctions] compte tenu du fait que la situation pouvant faire naître un tel droit n'existe pas dans son régime juridique), ne relève pas de la situation décrite dans la clause 4 précitée?